

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

## COMMUNAUTE DE COMMUNES VALLEE DES BAUX ALPILLES

SEANCE DU 25 FEVRIER 2020

DELIBERATION N°23/2020

NOMBRE DE MEMBRES			DATE DE LA CONVOCATION	DATE D'AFFICHAGE
EN EXERCICE :	PRESENTS :	VOTANTS :	19 FEVRIER 2020	19 FEVRIER 2020
40	28	29		
<b>OBJET :</b> Approbation compte administratif 2019 et affectation des résultats-Budget annexe extension ZA Saint-Rémy de Provence- Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles (CCVBA)-				
<b>RESUME :</b> Il est proposé à l'assemblée communautaire de procéder à l'approbation du compte administratif 2019 du budget annexe extension ZA Saint-Rémy de Provence de la CCVBA et d'affecter ses résultats.  Son résultat comptable global (section de fonctionnement + section d'investissement) s'élève à <b>767 109,10 €</b> .				

L'an deux mille vingt,  
le vingt-cinq février,  
à dix-huit heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle Agora de la commune de Maussane-les-Alpilles, sous la présidence de M. Hervé CHERUBINI Président.

**PRESENTS :** MMES ET MM. BASSO Gilles, BLANC Patrice, BONI Maryse, CALLET Marie-Pierre, CAVIGNAUX Michel, CHERUBINI Hervé, FAVERJON Yves, FENARD Michel, GALLE Michel, GARCIN-GOURILLON Christine, GARNIER Gérard, GAZEAU-SECRET Anne, GESLIN Laurent, GUENOT Jacques, JODAR Jacques, LAUBRY Patricia, LICARI Pascale, MANGION Jean, MARIN Bernard, PELISSIER Aline, PRIEUR DE LA COMBLE Inès, ROGGIERO Alice, SANTIN Jean-Denis, SAUTEL Jack, SCIFO-ANTON Sylvette, VENNIN Benoit, VIDAL Denise, WIBAUX Bernard

**ABSENTS :** MMES ET MM. ABIDI Nadia, AOUN Danièle, BONET Michel, DELON Pascal, GUILLOT Pierre, JODAR Françoise, LEMOIGNE Chantal, MILAN Henri, PEROT-RAVEZ Gisèle,

**PROCURATIONS :**

- De M. BLANC Michel à M. CHERUBINI Hervé
- De M. GATTI Régis à MME. LICARI Pascale
- De M. HALDY Jean à M. WIBAUX Bernard

**SECRETARE DE SEANCE :** M. GESLIN Laurent

**Le Conseil communautaire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-15 et L5211-10 ;

Monsieur Hervé CHERUBINI, Président de la CCVBA, étant sorti, le Conseil communautaire, après avoir ouï l'exposé de Monsieur Jack SAUTEL et en avoir délibéré, décide :

**Délibère :**

**Article 1 : arrête** les résultats comptables du compte administratif 2019 du budget annexe extension ZA Saint-Rémy de Provence de la CCVBA qui se présente comme suit :

Section de fonctionnement :

Recettes totales 2019 :	462 664,37 €
Dépenses totales 2019 :	<u>-462 664,37 €</u>
Soit un excédent 2019 de :	0 €
Excédent antérieur reporté :	<u>560 123,47 €</u>
<b>Résultat de fonctionnement cumulé :</b>	<b>560 123,47 €</b>

Section d'investissement :

Recettes totales de l'exercice 2019 :	458 899,37 €
Dépenses totales de l'exercice 2019 :	<u>-323 014,37 €</u>
Soit un excédent de :	135 885 €
Excédent antérieur reporté :	<u>71 100,63 €</u>
<b>Résultat d'investissement :</b>	<b>206 985,63 €</b>

**Résultat global des deux sections (fonctionnement et investissement) : 767 109,10 €.**

**Article 2 : affecte** le résultat de fonctionnement cumulé, soit **560 123,47 €**, en report de recette sur la section de fonctionnement au compte 002.

**Article 3 : affecte** le résultat d'investissement cumulé, soit **206 985,63 €**, en report de recette sur la section d'investissement au compte 001.

**Article 4 : autorise** Monsieur le Président, en tant que personne responsable, à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la mise en œuvre de ce dossier.

Par : **POUR : 29 VOIX** – UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Le 1<sup>er</sup> Vice- Président,  
Président de séance,  
Jack Sautel

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).